



### INTÉGRATION RÉGIONALE

# L'Afrique des six se réunit à Yaoundé

Au menu de la 15<sup>e</sup> session de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) convoquée demain dans la capitale camerounaise, figurent les réformes et le point sur l'avancement de la deuxième génération du programme de développement lancé en 2016.

Le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad sont les six pays de la sous-région liés par une communauté de destin et dont l'ambition, à l'horizon 2025, est de faire de la Cémac « un espace économique intégré et émergent où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance au service du développement humain ».

*Page 16*



Route, une infrastructure d'intégration à consolider pour la zone Cémac/DF

### INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

## Une convention lie l'Université Marien-Ngouabi et Congorep

Le président de l'Université Marien-Ngouabi, Gontran Ondzotto, et le directeur général de la société Congorep, Stéphane Barc, ont signé hier à Brazzaville une convention de partenariat

école-entreprise destinée à faciliter l'insertion professionnelle et socioéconomique des étudiants. La société spécialisée dans les métiers du pétrole s'engage ainsi à offrir des stages aca-

démiques, d'imprégnation et d'immersion aux étudiants pour une durée de six semaines à six mois.

*Page 4*

### ELIMINATOIRES CAN 2023

## 25 Diables rouges retenus contre le Soudan du Sud

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Paul Put, a convoqué vingt-cinq athlètes pour préparer la double confrontation entre le Congo et le Soudan du Sud, dans le cadre de la troisième et la quatrième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se jouera en janvier 2024, en Côte d'Ivoire. Le premier duel va opposer les deux formations le 23 mars à Brazzaville et le second, le 27 mars sur un terrain neutre. Les Diables rouges sont appelés à remporter les deux matches s'ils veulent retrouver la phase finale de la CAN, huit ans après.



*Page 15*

: Les Diables rouges du Congo/Adiac

### COMMERCE

## Des mesures pour fluidifier l'import-export

Dans un rapport intitulé « La voie vers la prospérité pour le Congo : mettre en place les fondations de la diversification économique », la Banque mondiale a évoqué les coûts élevés du taux de fret, des transports terrestres et de passage portuaire dans le pays.

L'institution financière onusienne a exhorté, par ailleurs, les autorités congolaises à prendre des mesures courageuses pour s'attaquer aux goulots d'étranglement et aux différents obstacles d'ordre logistique en vue de faciliter les échanges.

*Page 3*



Les participants à la présentation du rapport/Adiac

### ÉDITORIAL

## Code

*Page 2*

## ÉDITORIAL

## Code

Le Conseil des ministres a approuvé, le 1er mars, le projet de loi portant code du sport. L'objectif étant de revaloriser le sport congolais. L'engagement pris par le gouvernement d'octroyer aux sportifs une sécurité financière et sociale, à travers un statut juridique, constitue une grande avancée pour le sport national. Attendu que son organisation reposait depuis plus de 20 ans sur la loi 11 -2000 du 31 juillet 2000, laquelle a montré ses faiblesses.

L'adoption par le Parlement du nouveau code du sport soulagera l'ensemble des pratiquants qui consacrent l'intégralité de leur temps à leur discipline quand rares sont ceux qui parviennent à vivre de leur métier. Le projet de loi vise, en effet, à bien accompagner les sportifs, et mieux les protéger afin qu'ils puissent se préparer et exercer leur activité en toute quiétude.

Les innovations apportées parmi lesquelles la prise en compte du statut du sportif, la fixation des avantages afférents ainsi que leur sécurité sociale devraient entretenir de l'espoir chez les athlètes de haut niveau et les professionnels, lesquels ont davantage besoin d'être soutenus tant financièrement qu'en matière de couverture sociale.

Le gouvernement a fait le premier pas dans la résolution des problèmes puisqu'à côté des difficultés financières que les joueurs éprouvaient, s'ajoutait également une incertitude en termes de couverture de risque d'accident sportif. A vrai dire, les athlètes congolais tireront le meilleur profit de cette nouvelle loi qui s'inscrit dans la perspective de rendre les sportifs compétitifs et les championnats attractifs.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## DISPARITION

## Jean Serge Kentoula repose au cimetière du centre-ville

Décédé le 17 janvier dernier à Paris en France, le secrétaire de la commission Economie et Finances du Sénat, Jean Serge Kentoula, a été inhumé au cimetière du Centre-ville, le 15 mars.

Les corps constitués nationaux, avec à leur tête le Premier ministre, Collinet Makosso, assisté du président du Sénat, Pierre Ngolo, et celui de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouta, ont

général de Kellé, de 1966 à 1968, et les achève au collège d'enseignement général d'Ewo, en 1970. A Brazzaville, il poursuit ses études au lycée technique du 1er Mai de 1970 à

Homme politique, Jean Serge Kentoula a été membre du comité central du Parti congolais du travail (PCT) où il a assumé la fonction de secrétaire du bureau exécutif du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest. Parlementaire d'une longue expérience, il commence par l'Assemblée nationale, législature 2002- 2007 comme suppléant pour terminer député siégeant à la suite du décès du titulaire, l'honorable Norbert Yaca.

Ayant fait ses preuves en consolidant ses liens avec ses mandants, la population d'Ewo 2 le reconduit pour la législature de 2007-2012. C'est après cinq années d'absence que Jean Serge Kentoula renoue avec le Parlement en 2017 en qualité de sénateur, fonction qu'il a exercée en mettant son savoir et son expérience au bénéfice de la chambre haute en qualité de secrétaire du bureau de la commission Economie et Finances jusqu'à ce qu'il tire sa révérence. La cérémonie a été également marquée par la visite des photos du disparu dans la salle des banquets avant la signature du livre d'or par le Premier ministre, suivi des présidents de la chambre haute et de la chambre basse. Précisons qu'auparavant, sa formation politique, le PCT, lui a également rendu un dernier hommage à son siège communal.

*Jean Jacques Koubemba*



Le Premier ministre, Collinet Makosso, rendant un dernier hommage à Jean Serge Kentoula/Adiac

rendu un dernier hommage à l'illustre disparu.

Dans l'oraison funèbre prononcée par le 2e vice-président de la commission Economie et Finances, Antoine Barvidi, il est ressorti que Jean Serge Kentoula est né le 1er septembre 1954 à Etoumbi, dans le département de la Cuvette-Ouest.

Après ses premiers pas à l'école primaire d'Etoumbi de 1961 à 1966, il commence ses études secondaires au collège d'ensei-

1973.

Jean Serge Kentoula est ensuite admis au Centre d'enseignement supérieur des postes et télécommunications de Toulouse en France. Au cours de son cursus universitaire, il a obtenu de nombreux diplômes supérieurs. De retour au pays, il a occupé plusieurs fonctions au nombre desquelles, chef de division réseau international Télécom de l'Office national des postes et télécommunications.

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Roger Gombé, Christian Brice Elion  
**Grand reporter :** Nestor N'Gampoula  
**Service Société :** Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
**Service Économie :** Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

**LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :**

**Rédacteur en chef délégué :** Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

**Chef d'agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

**Direction de l'Agence :** Ange Pongault  
**Chef d'agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

**Chef de service PAO :** Eudes Banzouzi  
**Chef de service :** Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

**Direction :** Bénédicte de Capèle  
**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

**Direction :** Ange Pongault  
**Adjoint à la direction :** Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :**  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

**Direction :** Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

## COMMERCE

# Lever les obstacles au développement de l'import-export

Le taux de fret, les coûts portuaires, le transport terrestre et la documentation restent relativement élevés au Congo. Le rapport de la Banque mondiale sur le "Mémoire économique", dévoilé le 15 mars à Brazzaville, propose une série de mesures pour booster les exportations du pays.

En plus des coûts élevés des droits de douane, avec 17,8% de lignes tarifaires, le Congo est confronté à des difficultés d'ordre logistique, principalement l'insuffisance des infrastructures. D'après l'économiste de la Banque mondiale (BM), Vincent Tsoungui Belinga, le secteur du commerce est aussi freiné par la complexité des procédures commerciales dans l'obtention des licences et autorisations.

Publié tous les cinq ans parmi les principaux rapports du groupe de la BM, le Mémoire économique de la République du Congo analyse les contraintes à la croissance économique du pays et en identifie des sources potentielles de croissance ainsi que des politiques publiques susceptibles de stimuler la croissance durable. L'édition 2023 a été rédigée sur le thème « La voie vers la prospérité pour la République du Congo : mettre en place les fondations de la diversification économique ».

Dans ce sens, l'économiste de la Banque mondiale a exhorté les autorités congolaises à prendre des mesures courageuses pour

s'attaquer aux goulots d'étranglement d'ordre logistique pour faciliter les échanges. « Afin de parvenir à un développement durable, le Congo devrait fournir des efforts pour diversifier non seulement ses produits d'exportations, mais aussi son portefeuille d'actifs nationaux, en se concentrant sur des institutions plus fortes, le développement du capital humain et physique et une exploitation plus équilibrée du capital naturel », a-t-il renchéri.

Le pays dispose d'une grande ouverture commerciale mais ses exportations demeurent concentrées dans le pétrole, le bois et les minerais. L'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine consti-



Les participants à la présentation du rapport Adiac

tue, a ajouté une autre intervenante, Marilyne Youbi, une opportunité que le pays doit saisir pour améliorer sa compétitivité commerciale et participer pro-

gressivement à des chaînes de valeur mondiales plus sophistiquées. Le gouvernement devrait, pour cela, renforcer l'efficacité du système logistique en

examinant de près les contrats de partenariat public-privé et en adoptant une technologie de l'information unifiée pour le commerce maritime.

Les nombreux engagements et programmes initiés par le gouvernement dans le but de dynamiser l'économie nationale tardent à porter leurs fruits. Les réformes engagées au sein de la BM, le principal partenaire du gouvernement, pourraient impacter l'approche de coopération entre les deux parties.

**Fiacre Kombo**

**« Afin de parvenir à un développement durable, le Congo devrait fournir des efforts pour diversifier non seulement ses produits d'exportations, mais aussi son portefeuille d'actifs nationaux, en se concentrant sur des institutions plus fortes, le développement du capital humain et physique et une exploitation plus équilibrée du capital naturel »**

## ENVIRONNEMENT

# La société civile engagée dans la gouvernance forestière

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et la structure dénommée Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH) ont organisé, le 15 mars à Brazzaville, un déjeuner de presse pour faire état de l'engagement de la société ainsi que des résultats des plaidoyers menés en matière de gouvernance forestière, foncière et climatique.

Au regard des enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques, l'exploitation illégale, la conservation des écosystèmes forestiers, le Congo a opté pour la gestion durable de ses forêts à travers l'aménagement forestier, a déclaré le directeur exécutif de l'OCDH, Franck Chardin Aubin Tchibinda. Il a évoqué les engagements pris par le pays pour améliorer sa gouvernance forestière. « La gestion participative et inclusive est telle que la société civile a formulé les plaidoyers sous forme de note d'analyse, de proposition, de contribution aux pouvoirs publics et aux partenaires techniques et financiers », a-t-il fait savoir.

Dans la présentation du plaidoyer sur la contribution déterminée au niveau national, Nina Cynthia Kiyindou a évoqué les efforts de la société civile dans la révision qui a pris en compte les propositions en matière de gouvernance, des droits de l'homme ainsi que d'autres secteurs. « Le travail va se poursuivre pour le suivi de la mise en œuvre », a-t-elle souligné.

Évoquant l'Accord de partena-



Une vue des participants Adiac

riat volontaire, un des engagements du Congo pour l'amélioration de la gouvernance, Lilian Barros, qui a représenté la Plate-

forme pour la gestion durable des forêts, a indiqué que l'œuvre menée par la structure vise à contribuer à l'amélioration, à

hauteur de 25%, du respect des droits des communautés locales et autochtones ; la diminution de 10% de l'exploitation illégale

des forêts... « La société civile devrait davantage être impliquée dans le processus de prise de décision en matière de gestion des forêts », selon lui.

Au nom de la RPDH, Franck Loufoua Bessi a reposé son plaidoyer sur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Sous cet angle, il est question de faire en sorte que la société civile puisse travailler dans un environnement où elle ne rencontrera pas d'obstacles pour une meilleure transparence. « Le Congo fait partie des meilleurs élèves en matière de transparence dans les contrats. Seulement, le pays doit faire encore des efforts concernant la propriété effective ou encore des bénéficiaires réels des entreprises afin d'éviter d'éventuels conflits d'intérêts », a-t-il fait savoir.

En matière de gouvernance forestière, l'OCDH, la RPDH et bien d'autres structures de la société civile vont continuer à œuvrer pour apporter leur pierre à l'édifice.

**Rominique Makaya**

**« Le Congo fait partie des meilleurs élèves en matière de transparence dans les contrats. Seulement, le pays doit faire encore des efforts concernant la propriété effective ou encore des bénéficiaires réels des entreprises afin d'éviter d'éventuels conflits d'intérêts »**

## PARTENARIAT

## L'Université Marien-Ngouabi et Congorep signent une convention

Les sociétés Perenco et Congorep ainsi que l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) sont désormais liées par une convention de partenariat école-entreprise. Le but est de déterminer les conditions de partenariat entre les parties pour l'accueil, la formation, l'insertion professionnelle des étudiants de l'Université Marien-Ngouabi.

Dans le but de rendre l'accord dynamique et pérenne, l'UMNG s'engage, entre autres, à mettre à la disposition de Perenco et de Congorep, dans le cadre d'une convention de stage individuelle, ses étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années de licence pour la sélection des profils des stages académiques ou d'imprégnation en alternance et, ses étudiants diplômés pour la sélection des profils des stages d'immersion ; informer la direction des sociétés Perenco et Congorep de l'organisation des activités publiques des établissements de l'UMNG concernés par cette convention (journées portes ouvertes, cérémonies de remise de diplômes, forum, etc.) et l'y inviter expressément ; réserver à Perenco et Congorep des espaces de communications lors de ses activités afin de leur assurer la visibilité ; prendre connaissance du règlement intérieur de Perenco et Congorep et informer les étudiants stagiaires qu'ils doivent s'y conformer.

Dans son article 3, l'accord fait obligations à Perenco et Congorep d'accueillir en stage académique ou d'imprégnation et d'immersion les étudiants de l'UMNG pour une



La signature de l'accord par le président de l'UMNG et le directeur générale de Perenco/Adiac

durée de six semaines à six mois au maximum ; de planifier l'alternance cours/stage en tenant compte du calendrier académique ; d'assurer l'encadrement technique des étudiants stagiaires par un tuteur qui évaluera aux échéances définies et informera régulièrement l'université de l'évolution du stage ; de permettre des visites en entreprise aux étudiants de l'UMNG ; de tenir informer l'université des tests de recrutement en adéquation avec les parcours que proposent les établissements ; de participer raisonnablement

dans les limites d'accords spécifiques à définir, à l'amélioration du plateau technique dans les établissements (...).

« Perenco et Congorep, ce sont les deux sociétés sœurs qui sont très fières de pouvoir s'engager dans ce partenariat de trois ans aux côtés des établissements de l'UMNG afin de faciliter l'insertion professionnelle et socioéconomique de ses étudiants. Nous collaborons à l'effort éducatif de la République, nous appuyons déjà dès cette année en stage des étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années et

également des jeunes diplômés issus de l'Ecole nationale supérieure polytechnique, de l'Institut supérieur de gestion et de la Faculté des sciences et techniques. Ils sont intégrés dans nos équipes de Pointe-Noire, tant dans des fonctions opérationnelles que dans les fonctions de support. Ces jeunes peuvent aussi mettre en pratique le savoir acquis pendant la formation à l'épreuve de la vérité professionnelle », a commenté le directeur général de Perenco.

Dans son article 5, il est conve-

nu entre les deux parties que la responsabilité de Perenco et Congorep en matière d'offre de stage ne s'étendra que dans les limites exigées par les besoins d'organisation et de fonctionnement de leurs services.

Pour le président de l'UMNG, la signature de cet accord est une réponse appropriée à cette problématique d'emploi, d'insertion professionnelle pour laquelle l'université ne cesse de consentir d'importants efforts. « A cet effet, nous nous félicitons aujourd'hui pour ce pas franchi dans l'accomplissement de cet accord de coopération ; seulement, nous serons encore plus heureux le jour où nous allons féliciter les premiers produits de l'UMNG en stage à Perenco Congo, voir Congorep. Cet accord est un petit pas dans l'espace académique, un pas de géant pour l'UMNG », a indiqué le Pr Gontran Ondzotto.

A noter que la présente convention est établie pour une durée de trois ans renouvelables. Le renouvellement se fera toutefois après une évaluation, sous la forme d'un bilan des actions engagées au cours de la convention écoulée.

Guillaume Ondze



RÉPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION  
CABINET

Unité de Gestion du Projet de Renforcement du système de Santé



## AVIS DE RECRUTEMENT (PUBLICATION JEUDI 16 MARS 2023)

### 1. Contexte

Le Congo a déjà mis en œuvre le FBP à l'échelle de 07 départements, le projet Kobikisa financé grâce à un prêt de la Banque Mondiale est un nouveau volet K qui met l'accent sur la pérennité et l'appropriation de l'approche par les cadres du Ministère de la Santé et de la Population (MSP) et la pérennité. A cet effet une Cellule Technique Nationale Financement Basé sur la Performance (CTN-FBP) a été créée, celle-ci travaillera en étroite collaboration avec l'unité de gestion du projet (UGP) et à terme sera intégrée à la DGSSSa.

### 2. Postes à pourvoir

1. Spécialiste de la qualité des soins ;
2. Spécialiste de la santé reproductive ;
3. Spécialiste de la gestion des MEGs, autres produits sanguins et des approvisionnements en vaccins ;
4. Spécialiste de la gestion financière et lutte contre les fraudes.
5. Spécialiste de la santé communautaire ;
6. Spécialiste de l'Information Sanitaire et de la surveillance épidémiologique ;
7. Spécialiste en financement de la santé ;
8. Spécialiste en encadrement des CDVV.

### 3. Qualifications, Responsabilités, Tâches et Missions

- Être obligatoirement fonctionnaire,
- Les descriptions détaillées de postes peuvent être consultées directement à partir du formulaire de candidature (à retirer aux sites indiqués ci-dessous).

### 4. Processus de dépôt de candidature

Les candidat(e)s intéressé(e)s, qui répondent aux qualifications requises, doivent postuler en joignant une lettre de motivation, un CV détaillé répondant aux profils décrits dans les descriptions de postes et les attestations de travail. Le tout sous pli fermé anonyme portant la mention « candidature au poste de ... ».

### Les descriptions de postes sont à retirer au niveau :

- Secrétariat central du MSP ;
- Direction Générale de l'administration et des Ressources Humaine ;
- Direction Générale des Soins et Services de Santé (DGSSSa) ;
- Inspection Générale de la Santé ;
- Siège du projet Kobikisa, 03 rue du tourisme vers le complexe scolaire REMO,
- Directions départementales des Services et Soins de Santé (DGSSSa) ;
- Ou aux adresses électroniques :
  - o eryxdarius40@gmail.com ;
  - o estelle.bouss@yahoo.fr.

### Date limite de dépôt de candidature : 28 mars 2023.

Lieu de dépôt : Siège du Projet Kobikisa ; 03 rue du tourisme vers le complexe scolaire REMO.

Veillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la suite du processus de recrutement.

Le Coordonnateur du projet KOBIKISA

Dr Eryx Darius MBOU ESSIE

## ÉMULATION

## 24 apprenants du lycée Savorgnan-de-Brazza primés

Les vingt-quatre élèves ont été primés par l'Association des anciens du lycée de la libération (ALL), le week-end dernier, à l'issue de l'émulation du premier trimestre de l'année scolaire en cours.

La douzième édition de l'émulation qu'a organisée l'ALL s'inscrit dans l'optique d'encourager les meilleurs élèves des deux lycées Savorgnan-de-Brazza, notamment les trois premiers de chaque niveau et série. « *Nous prouvons aujourd'hui que la démarche d'organiser des émulations pour primer les meilleurs élèves a su prendre son essor par la pérennisation de celle-ci pour la onzième fois... Et plus que jamais, nous menons une réflexion pour trouver un format qui permettra de primer encore plus les meilleurs de chaque lycée et ainsi toujours encourager l'excellence. Car, depuis la nuit des temps et à tous les degrés de culture, l'émulation est toujours utile aux individus et aux sociétés. Et l'éducation ne fait pas exception* », a signifié le président de l'ALL, Aaron Makinou.

L'objectif principal de cette émulation est de booster les énergies, les équipes à se motiver encore plus, à se donner les moyens pour atteindre les objectifs, a expliqué Aaron Makinou, indiquant aux élèves que l'objectif pour les secondes c'est d'arriver en première, et les premières en terminale, enfin l'objectif pour les terminales c'est de décrocher le baccalauréat et d'aller à l'université. Pour y arriver, et comme dans un ordre logique, il les a invités à avoir toujours le désir d'imiter, d'égaliser et de surpasser l'autre.



Les lauréats posant à l'issue de la cérémonie / Adiac

#### Les premiers de chaque niveau

S'agissant de la seconde, les élèves ci-après ont été primés : Nathanaël Mascilliman Ndeko, élève en seconde A4, au lycée Savorgnan B, pour une moyenne de 13,42 ; Dieumerici Massoumou, élève en seconde C5, au lycée Savorgnan A, 15,54. Quant à la classe de première, Marianne Elysah Balongana Milongo, élève en première A4, Savorgnan B, 14,38 ; Cedril Eldana Kinkonda, première C, Savorgnan A, 13,53 ; Rodelvie Géofrina Mouanga, première D2, Savorgnan A, 13,80. Enfin, s'agissant de la terminale,

Tedyche Bounga Baniakina, terminale A1, Savorgnan B, a obtenu 12,26 de moyenne ; Anrice Rochkat Paolette Malanda, terminale C, Savorgnan A, 12,71 ; et Charlène Ephrim Kangala, terminale D2, Savorgnan B, 11,61. Symboliquement, des prix ont été remis pour encourager les lauréats à fournir plus d'effort dans le travail. L'un des vingt-quatre lauréats, Charles Fertyle Junior Mountsamboté, élève en classe de Première A3 au lycée Savorgnan B, a réagi : « *Nous remercions l'association pour ce prix qui est un véritable stimulant. Merci de penser à*

*nous. Nous remercions aussi les professeurs ainsi que nos parents. Les Français disent souvent : "A cheval donné, on ne regarde pas les dents". Peu importe le prix, nous remercions l'association.* »

Pour sa part, l'élève Cedril Eldana Kinkonda, en première C au lycée Savorgnan A, n'a pas elle aussi caché ses sentiments. « *C'est un grand honneur pour nous de recevoir ce prix. Nous remercions l'association, les professeurs ainsi que les parents, parce que c'est grâce à eux que nous avons réalisé ces résultats.* » Il en est de même

pour Désirée Gassaï, parent de l'élève Roch Gassaï, en classe de terminale, qui a exprimé sa joie de venir soutenir les enfants, au nom de tous les parents.

De son côté, le proviseur du lycée Savorgnan-de-Brazza B, Gildas Mouegni Kipoutou, a remercié les lauréats. « *On constate que les élèves qui sont là sont ceux qui avaient remporté les prix l'an dernier. Cette année vous avez composé dans des conditions du baccalauréat. Nous le ferons également pour le deuxième trimestre. Une manière de vous préparer dans des conditions du baccalauréat. Nous vous encourageons à demeurer sur cet élan. Nous vous demandons de vous éloigner des violences. Les antivaleurs sont à bannir au lycée Savorgnan-de-Brazza. Je félicite aussi l'équipe de maîtrise* », a déclaré le proviseur.

Basée en France, l'ALL œuvre avec ses propres moyens dans la mise en valeur de ce lycée, en passant par les activités comme cette émulation. Elle a déjà réalisé au sein du lycée, à savoir la promotion de la culture ; la pérennisation de l'esprit de fraternité ; la valorisation du lycée ; la sécurisation du bâtiment E ; la pose de grilles métalliques ; la dotation de plusieurs ordinateurs ; la réfection des toilettes dédiées aux élèves ; l'organisation des émulations tous les ans.

**Bruno Okokana**

## FORMATION

## Les élèves sensibilisés aux métiers de transport et de la logistique

Le directeur général du Conseil congolais des chargeurs et initiateur du Centre Trainmar, Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas, a organisé, le 11 mars, à Oyo dans le département de la Cuvette, une conférence sur le choix et l'orientation aux métiers de transport et de la logistique couplée à la sensibilisation aux questions de sûreté et de sécurité au profit des transporteurs fluviaux inter-urbains, des futurs bacheliers, des parents d'élèves et des responsables des administrations publiques et privées.

L'orientation à l'université étant un véritable casse-tête pour les nouveaux bacheliers, le Dr Dominique Koumou Boulas, initiateur du Centre Trainmar, une école d'excellence en logistique et transport à Pointe-Noire, a présenté aux élèves en fin de cycle secondaire les différents métiers de cette filière. Un domaine très stratégique qui débouche directement sur l'emploi. « *Nous avons pensé que le moment était arrivé pour que nous puissions communiquer pour donner l'information aux parents sur le choix de l'orientation et sur les attentes du marché. Nous formons les enfants pour qu'ils deviennent des pro-*

*duits attractifs dans le marché. Nous ne formons pas des chômeurs* », a-t-il indiqué.

Prenant la parole, la vice-maire d'Oyo, Antoinette Ashley Ambendet N'Guesso, a félicité Koumou Boulas pour cette initiative très louable, sollicitant la création d'une antenne du Centre Trainmar dans la localité. « *Nous sollicitons l'ouverture d'une antenne Trainmar à Oyo pour former les enfants aux métiers de transport et de logistique* », a-t-elle avancé, au nom des élèves d'Oyo et d'Ollombo.

De son côté, le sous-préfet d'Oyo, José Tsono Ndzalé, a souligné que les domaines de transport et de la logistique de-



Les participants / Adiac

viennent aujourd'hui un levier incontestable dans la compétitivité de la chaîne de transport multimodal. « *Nous lançons un vibrant appel aux parents*

*d'élèves de saisir l'opportunité qu'offre le Conseil congolais des chargeurs à travers son centre Trainmar* », a-t-il indiqué. Très satisfaits de participer

à cette conférence d'orientation, des élèves des lycées d'Oyo et d'Ollombo ont pris rendez-vous avec le centre après les résultats du baccalauréat.

**Charlem Léa Itoua**

## SANTÉ

## Approbation de nouveaux plans stratégiques pour trois maladies

Les nouveaux plans stratégiques de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ont été adoptés, le 15 mars à Brazzaville, par le comité de coordination et les groupes de travail techniques lors d'un atelier de validation.

Les trois documents stratégiques ont été approuvés à l'unanimité par une centaine de participants à l'atelier de validation. Ils définissent la politique, déterminent les besoins et les priorités du gouvernement dans les cinq prochaines années en matière de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces documents seront soumis au conseil du Fonds mondial en vue de lui solliciter de nouveaux financements adéquats pouvant permettre au gouvernement de renforcer la riposte à ces trois pathologies les plus ravageuses au Congo.

« Le Congo a obtenu du Fonds mondial une subvention VIH/sida, tuberculose et paludisme dont l'enveloppe est de 518 978 millions d'euros pour la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 », a souligné le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Ignace Tendelet. Faisant le point de l'épidémie du sida, il a fait savoir que l'infection

VIH au Congo est une épidémie de type généralisé, avec une prévalence estimée à 3,3% dans la population générale. Se servant du rapport 2021 de l'Onusida, il a indiqué que 113 734 Congolais vivent avec le VIH/sida et à peine 36 165 connaissent leur statut sérologique.

Mais, d'après une récente étude, 130 000 personnes sont actuel-

lement infectées par la maladie, dont 27 372, soit 24%, sont sous traitement antirétroviral.

« Seules 14% de femmes enceintes séropositives ont reçu un traitement antirétroviral et moins de 1% de nourrissons exposés au VIH a été dépisté. Selon le rapport Onusida 2021, 6100 personnes infectées sont décédées à cause du VIH/sida », a renchéri Jean-Ignace Tendelet. S'agissant de la tuberculose, il ressort que le Congo est classé parmi les trente premiers pays à forte charge de la maladie et de co-infection dans le monde avec une couverture du traitement de 53%.

Quant au paludisme, la situation reste préoccupante et la maladie demeure l'une des premières causes de morbidité et de mortalité, malgré des efforts fournis dans ce domaine. Et, sur 1 176 331 cas estimés de paludisme, 146 262 seulement ont été testés. Par contre, 103 692 cas confirmés ont été traités.

Firmin Oyé

**« Le Congo a obtenu du Fonds mondial une subvention VIH/sida, tuberculose et paludisme dont l'enveloppe est de 518 978 millions d'euros pour la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 »**

## 74 médecins achèvent leur formation au centre d'instruction de Makola

La cérémonie de fin de stage a eu lieu, il y a quelques jours, au centre d'instruction de Makola, dans le département du Kouilou, sous le haut patronage du général Euloge Simplicie Lebi, directeur des ressources humaines au ministère de la Défense nationale.

Associer une dimension militaire à une formation médicale déjà ardue relève d'un choix personnel complexe dans une période où l'armée, en même temps que l'hôpital, est en pleine mutation. Le centre d'instruction de Makola a accueilli plus de soixante-six stagiaires venus des différentes écoles de médecine du pays mais également de l'étranger pour une formation destinée aux futurs médecins et techniciens biomédicaux des armées.

Cette formation a duré près de trois mois et a permis aux futurs médecins d'approfondir et surtout de parfaire leurs connaissances en matière de santé militaire. Pendant le stage, ils se sont immergés dans des situations proches de la réalité. Organisée par les Forces armées congolaises (FAC), cette formation a été efficace et sa coordination très précise. L'objectif étant de permettre aux futurs médecins d'acquérir des compétences médico-militaires et aussi de découvrir et de se préparer à la carrière de médecin militaire.

À la fin de leur stage, ils ont été promus au grade de médecin-lieutenant et sous-lieutenant. À eux de progresser tout au long de leur carrière, selon les notations attribuées par les formateurs. Dans son mot de circonstance, le directeur des ressources humaines au ministère de la Défense nationale a félicité ces futurs médecins tout en exprimant sa satisfaction quant aux résultats enregistrés pendant la formation. « Je vous adresse toutes mes félicitations et vous exhorte au travail bien accompli pour relever les défis », a dit le général Euloge Simplicie Lebi, avant de souhaiter bon vent à leur carrière.

Notons que les FAC se sont toujours préoccupées de la formation permanente et la consolidation des capacités des cadres médicaux, Elles mettent l'accent sur le besoin d'œuvrer en permanence au développement du système de la formation continue à l'intention de toutes les composantes du secteur de la santé militaire.

Hugues Prosper Mabonzo

### LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE EN AFRIQUE

## La BM invite les gouvernements à créer des emplois

Soucieuse du phénomène croissant lié au manque d'emplois qui perdure chez les jeunes africains, la Banque mondiale (BM) a produit après une expertise réalisée dans certains pays son nouveau rapport appelant les Etats à mettre en place une stratégie efficace de création d'emplois et de stimulation de croissance. Ceci, en recourant massivement aux outils numériques.

Intitulé « Afrique numérique : transformation technologique pour l'emploi », le document analyse en détail la manière dont les technologies numériques peuvent favoriser la transformation économique et stimuler l'emploi des jeunes en Afrique. Il met également en lumière le rôle des réformes politiques et réglementaires dans l'élargissement de l'accès aux outils numériques et dans le développement de leur utilisation.

Ainsi, selon l'enquête de la BM, l'Afrique devrait devenir le plus grand marché de l'emploi au monde d'ici à 2100. Mais, pour y arriver, il est primordial que les pays africains intensifient l'utilisation productive des technologies numériques afin de favoriser la création d'emplois au bénéfice d'environ vingt-deux millions de personnes qui intègrent le marché du travail chaque année.

« Comparativement à toutes les régions du monde,

l'Afrique subsaharienne est celle où l'on constate le plus grand écart entre la disponibilité de l'infrastructure numérique et l'utilisation réelle qu'en font les individus. En moyenne, 84 % de la population d'un pays donné de la région pouvait au minimum accéder à l'internet mobile 3G et 63 % disposer d'un certain niveau de services mobiles 4G à la fin de l'année 2021. Mais, seulement 22 % les utilisaient, d'après les données sur les abonnés uniques collectées par la Global sys-

tem for mobile communications association », précise le responsable de la BM pour l'Afrique, Andrew Dabalen. Il a

**L'utilisation très limitée de l'internet mobile, un frein pour la croissance de l'Afrique**

indiqué que les taux d'utilisation varient de 6 % au Soudan du Sud à 53 % en Afrique du Sud, ce qui souligne l'hétérogénéité de l'usage moyen et la nécessité de réformes différenciées selon les pays.

**« Pour faire en sorte que la disponibilité d'internet se transforme en un usage productif et une croissance de l'emploi, l'Afrique a besoin d'un accès abordable, de compétences et de technologies numériques qui répondent aux besoins des Africains »**

Interpelant les gouvernements sur l'importance de l'internet, la BM a signifié que l'utilisation très limitée de l'internet mobile est une occasion man-

quée pour la croissance inclusive en Afrique. Ainsi, il est temps de combler ce retard pour renforcer le potentiel

du continent à créer des emplois au profit de sa population qui augmente et à stimuler la reprise économique dans un monde hautement numérisé. Par ailleurs, le document insiste aussi sur un fait selon lequel la disponibilité d'internet a un impact positif sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Car, au Nigeria par exemple, la participation à la vie active et l'emploi salarié ont augmenté respectivement de 3 et 1 points de pourcentage dans les zones connectées

8 et 4 points respectivement. Et, la proportion de ménages vivant sous le seuil national de pauvreté a reculé de 7 points de pourcentage.

« Pour faire en sorte que la disponibilité d'internet se transforme en un usage productif et une croissance de l'emploi, l'Afrique a besoin d'un accès abordable, de compétences et de technologies numériques qui répondent aux besoins des Africains », a ajouté la directrice mondiale pour le développement numérique à la BM, Christine Zhenwei Qiang. Selon elle, des réformes sectorielles continues et des investissements publics ciblés qui soutiennent les fondements de l'économie numérique et l'adoption de ces technologies peuvent aider à réduire la fracture digitale et à libérer un potentiel énorme de création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une population en pleine expansion.

Rock Ngassakys

## TCHAD

# Le CNT adopte une ordonnance sur le statut des militaires

Le Conseil national de transition (CNT) tchadien a adopté, le 14 mars au cours d'une réunion, l'ordonnance sur le statut général des militaires des forces de défense et de sécurité.

La loi a pour objectif de moderniser et de professionnaliser les forces tchadiennes qui sont décrites par certains comme « claniques », malgré les démentis du pouvoir. Pour la première fois, un plan de carrière pour les soldats a été présenté avec des règles pour monter dans la hiérarchie. « Le nombre de généraux ne cesse d'augmenter au Tchad, de même que leur coût financier. Gratuité du logement, de l'eau, de l'électricité, une voiture de fonction ou encore un salaire qui se chiffre en millions de FCFA.

Chaque général jouit d'avantages exorbitants », a déclaré le conseiller Takilal Ndo-lassem, qui n'a pas caché son inquiétude devant le CNT: « L'armée du Tchad, c'est une armée à la pyramide inversée. Nous avons plus de généraux que le Nigeria. Nous avons presque 400 généraux dont 300 viennent d'une même région. La majorité de ces gens est du même clan », a-t-il poursuivi.

De son côté, le ministre de la Défense, le général Daouda Yaya Brahim, a rassuré que des mesures d'accompagnement ont été prévues pour les départs à la retraite, sa-



Le CNT a été installé en lieu et place de l'Assemblée nationale dissoute par la junte au pouvoir. (Image d'illustration) © RFI/Aurélie Bazzara

chant qu'aucun d'eux n'y était parti depuis 2011 suite au gel de leur mise à la retraite, officiellement pour éviter qu'ils ne tombent dans la précarité.

« Quatre mille à six mille hommes vont donc être concernés par la mesure », a précisé le général, ajoutant qu'il s'agit de départs échelonnés sur plusieurs mois avec une retraite confortable prévue pour chaque catégorie : « Ces honorables officiers, sous-officiers et soldats qui ont donné de leur sang pour la sécurité de ce pays ne vont pas partir comme ça. Jamais. On ne le fera plus jamais », a

promis le général.

Par ailleurs, des conseillers ont révélé le problème de « favoritisme » qui gangrène les différents corps, notamment lorsque des civils y sont intégrés et sont propulsés du jour au lendemain au grade de général. « Cela ne se reproduira plus », a assuré le ministre tchadien de la Défense. « Les galons ne se donnent pas comme ça. Il y a des gens qui sont venus dans l'armée un seul jour et ils sont devenus des généraux. On ne le fera plus jamais », a-t-il ajouté.

Yvette Reine Nzaba

## LIBYE

## Reprise des concertations avec le FMI

La Libye et le Fonds monétaire international (FMI) ont repris les consultations sur l'article IV pour passer en revue la réalité de l'économie de ce pays et présenter des propositions.

Un communiqué publié par la Banque centrale de Libye indique que les consultations, suspendues depuis 2013, se poursuivront tout au long de cette semaine, entre la mission du FMI auprès des institutions libyennes et les ministères concernés. L'article IV des statuts du FMI prévoit des discussions bilatérales avec les pays membres, généralement sur une base annuelle.

Le FMI a suspendu ses consultations avec la Libye, malgré son adhésion à cette institution financière, en raison des conséquences de la révolution, de la guerre et des tensions sécuritaires. Une équipe d'experts au sein du FMI recueille les informations économiques et financières nécessaires et mène des discussions avec des responsables officiels sur les développements et les politiques économiques, selon le site du Fonds.

La mission du FMI émettra une déclaration à l'issue des consultations, dans laquelle elle exposera sa lecture de la scène économique et financière en Libye et ses recommandations pour améliorer la situation.

N.Nd.

## FRANCE-GOLFE DE GUINÉE

## De nouveaux partenariats envisagés

La commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat français vient d'adopter un rapport des sénateurs Bernard Fournier, François Bonneau et Gisèle Jourda, intitulé « Quelle stratégie française dans le golfe de Guinée ? ». Au moment où l'opération Barkhane s'achève, le document invite à la réévaluation du dispositif français dans le golfe de Guinée.

La région abrite des puissances économiques comme le Nigeria et la Côte d'Ivoire qui connaissent une croissance démographique très rapide. Plusieurs dizaines de milliers de ressortissants français y vivent, y travaillent et y entreprennent. « Les relations culturelles, économiques et de défense privilégiées de la France avec ces pays constituent un capital à préserver », selon le rapport. Toutefois, la prospérité et la sécurité de cette région font face à plusieurs menaces: la piraterie, la pêche illégale, le trafic de drogue et surtout le djihadisme.

En outre, les « compétiteurs stratégiques » de la France, tels la Russie et la Chine, y déploient une politique d'influence très offensive. Sur cette base, les rapporteurs font une série de propositions: profiter de l'affaiblissement récent de la piraterie pour faire de la lutte contre la pêche illégale et le trafic de drogue une priorité de la coopération française avec les pays de la région; jouer pleinement le jeu de l'influence, notamment sur les réseaux sociaux, pour concurrencer les compétiteurs stratégiques de la France; développer un « narratif » fondé sur un avenir commun et des intérêts partagés plutôt que sur un passé commun; augmenter les moyens des services de coopération et d'action culturelle des ambassades afin de réaliser davantage de projets de développement de taille modérée à fort impact en termes d'influence. Ils proposent également de multiplier les projets en matière de santé, d'éducation et de développement agricole dans le Nord des pays de la région; d'infléchir l'offre de coopération militaire vers des actions « à la demande » (formations ciblées, fourniture d'équipements, appui en renseignement...); de préserver les bases des forces prépositionnées en capitalisant davantage sur leurs retombées en termes d'influence. « La fin de Barkhane nous oblige à une réflexion sur les modalités de notre engagement dans le golfe de Guinée, où la menace djihadiste progresse. Ce rapport montre que nous ne pouvons pas nous désintéresser de l'avenir de ces pays. Il est urgent de leur proposer de nouveaux partenariats », estime le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat français, Christian Cambon.

N.Nd.

## SÉCURITÉ

## L'instabilité au Mali et au Burkina Faso alarme le chef des droits de l'homme de l'ONU

L'Organisation des Nations unies (ONU) s'inquiète de l'insécurité au Sahel central où sévissent de nombreux groupes armés djihadistes qui profitent parfois de l'absence des autorités étatiques pour étendre leur influence et mener des attaques contre les civils.

Présentant son rapport annuel sur les activités de son bureau et les développements récents en matière de droits humains, le chef des droits de l'homme de l'ONU s'est inquiété de la situation sécuritaire au Mali qui est particulièrement « alarmante dans la partie centrale du pays et dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger ». Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a affirmé: « Dans cette zone, de nombreux groupes armés profitent de l'hostilité intercommunautaire et de l'absence des autorités étatiques pour étendre leur influence et mener des attaques contre les civils ». Il accuse les groupes armés non étatiques d'avoir commis la plupart des violations et des abus. Des violations graves auraient également été commises par les forces armées maliennes, accompagnées dans certains cas par des agents militaires et de sécurité étrangers, a ajouté Volker Türk, sans nommer les paramilitaires de Wagner.

### Des discours de haine fondés sur des motifs ethniques

Toujours sur le Mali, Volker Türk est vivement préoccupé par ces « discours de haine fondés sur des motifs ethniques » ainsi que par les menaces, intimidations et attaques contre la société civile et les médias par des acteurs étatiques et non étatiques, qui entraînent une

**« Les groupes armés sont responsables de la plupart de ces incidents, mais les opérations militaires font de plus en plus de victimes parmi les civils »**

peur grandissante de dénoncer les abus. « Cette situation est d'autant plus préoccupante que le pays s'engage dans un processus électoral où un libre

débat d'idées devrait prendre son essor », a-t-il mis en garde. S'agissant du Burkina Faso, la perspective d'une aggravation de l'instabilité dans ce pays est pour lui une source d'inquiétude. Au cours des six derniers mois de 2022, le Bureau des droits de l'homme de l'ONU aurait recensé plus d'un millier de victimes de violations et d'abus. Selon lui, le nombre de victimes a presque doublé entre octobre et décembre, par rapport au trimestre précédent.

« Les groupes armés sont responsables de la plupart de ces incidents, mais les opérations militaires font de plus en plus de victimes parmi les civils », a signalé Volker Türk. Il a exhorté les autorités à écouter les revendications de la population relatives à toute forme d'impunité et à enquêter sur de telles allégations, relevant qu'il est essentiel d'inverser la tendance à la montée incessante de la violence et de permettre à la société civile et aux partis politiques de se développer.

Noël Ndong

## LITTÉRATURE

# Jean-Luc Aka-Evy explore la portée universelle de l'art traditionnel africain

Dans son dernier livre « Le cri de Picasso » édité par Présence africaine, Jean-Luc Aka-Evy évoque la puissance créatrice de l'art traditionnel africain et son influence chez les grands artistes du XX<sup>e</sup> siècle. Un sujet qui a fait l'objet, la semaine dernière à Paris, d'un débat mémorable avec Souleymane Bachir Diagne.

A l'heure où l'Afrique demande la restitution de ses œuvres d'art par les grands musées européens, Jean-Luc Aka-Evy, philosophe, écrivain, ambassadeur du Congo au Sénégal, s'interroge dans « Le cri de Picasso – Les origines «nègres» de la modernité » sur ce qu'est l'art traditionnel africain, sa place dans le monde artistique, son odyssée et le sens du retour de ces œuvres sur leurs terres d'origine. Vaste débat que l'écrivain explore sur plus de 700 pages préfacées par Souleymane Bachir Diagne.

Jeudi dernier dans le salon Jacques-Kerchache du musée du quai Branly-Jacques-Chirac, le sujet était au cœur d'un dialogue nourri entre les deux écrivains philosophes sur la force motrice que fut l'art classique africain dans la révolution esthétique du XX<sup>e</sup> siècle. Dans son livre, Jean-Luc Aka-Evy démontre la pleine puissance créatrice des objets d'art africain traditionnel dont il défend la portée universelle. Et en rappelle le parcours singulier.

Certains furent exposés dès le XV<sup>e</sup> siècle dans les grands salons européens et les cabinets dits de « curiosités » où ils étaient considérés en tant qu'œuvres d'art. Bien plus tard, ils firent leur apparition dans les musées d'histoire naturelle en Europe ou en Amérique mais à des fins ethnographiques.

Qu'ils soient venus de manière légale ou arrachés au continent, ces œuvres étaient des objets « transmetteurs de pensée » et c'est là l'essence même de ce livre sur lequel est revenu Souleymane Bachir Diagne en soulignant la concordance de vue des deux hommes : les objets d'art classique africain qui se sont retrouvés en Europe ou en Amérique ne sont pas restés inertes. Ils ont continué de manifester la force qu'ils contenaient.



© musée du Quai Branly – Jacques Chirac, photos Julien Brachhammer

« Quand on se rapporte à l'origine des terroirs qui leur ont donné naissance, ces objets étaient le langage visuel d'une métaphysique et c'est à ce titre qu'ils se sont chargés d'une force motrice », a développé Souleymane Bachir Diagne. « Une fois arrivés en Europe ils ne sont pas tenus tranquilles. Ils étaient, comme

ont combattu pour dire que la place de ces pièces n'était pas dans des lieux ethnographiques et que leur langage plastique avait tout son sens dans les musées d'art.

## Un livre très érudit sur l'analyse des œuvres artistiques

Le titre du livre de Jean-Luc Aka-Evy, « Le cri de Picas-

bisme.

Cette traduction effectuée par Picasso marque une révolution, un moment de basculement et « d'africanisation de cette modernité », a rappelé Souleymane Bachir Diagne. « C'est le message de ce livre par ailleurs très érudit sur l'analyse des œuvres artistiques, à une époque où l'Eu-

temps Alioune Diop, « désoccidentaliser pour pouvoir universaliser ». Affirmer le pluriel du monde... C'est la leçon que portent ces objets quand l'Europe se considérait comme le continent à la portée universelle, a ajouté le philosophe sénégalais.

Vaste thème de l'universalité rapporté à l'évocation de la restitution. Un sujet sur lequel Jean-Luc Aka-Evy se positionne en philosophe et interroge : « On demande la restitution pas seulement pour le plaisir d'avoir ces objets-là dans nos maisons mais pour retrouver un certain nombre de chaînons manquants qui font que la créativité qui s'est affirmée en Afrique a été embastillée. Il faut penser cette question mais comment ? Ces objets ont été marqués par cette traversée douloureuse sur le plan métaphysique. En les ramenant, va-t-on retrouver cette dimension ? » Le débat est plus que jamais d'actualité.

**Bénédicte de Capèle**

« Le cri de Picasso », Jean-Luc Aka-Evy. Collection En toutes lettres. Présence africaine. 726 pages.

**« On demande la restitution pas seulement pour le plaisir d'avoir ces objets-là dans nos maisons mais pour retrouver un certain nombre de chaînons manquants qui font que la créativité qui s'est affirmée en Afrique a été embastillée. Il faut penser cette question mais comment ? Ces objets ont été marqués par cette traversée douloureuse sur le plan métaphysique. En les ramenant, va-t-on retrouver cette dimension ? »**

l'a dit Victor Hugo, « une force qui va ». Et c'est à ce titre de force motrice qu'ils ont pénétré le langage des artistes et des poètes européens », a-t-il ajouté.

Des artistes et des poètes qui avaient la capacité de recevoir ces langages et d'en faire quelque chose, a-t-il relevé. Ainsi, Guillaume Apollinaire comme de nombreux écrivains et artistes de l'époque

so », marque le moment où Pablo Picasso répond à un critique d'art : « L'art nègre connaît pas ! ». Son goût pour l'art traditionnel africain n'est pas ethnographique. De fait, le peintre des demoiselles d'Avignon s'intéresse à la force de l'art et a interprété son propre fonds de masques africains pour façonner les visages de cette toile célèbre qui ouvrira l'époque du cu-

rope assurée d'elle-même considérait qu'elle n'avait rien à apprendre de l'extérieur quand ces objets dans les musées disaient le contraire et témoignaient que le monde était en train de s'africaniser, de s'universaliser », a-t-il salué.

Ces objets venus des terroirs africains ont produit un discours universel. Il fallait, comme l'a exprimé en son

## PRIMATURE

# Le chef du gouvernement ordonne le paiement des arriérés de salaires des députés provinciaux

Le collectif des députés provinciaux s'est rendu chez le Premier ministre pour revendiquer le paiement de leurs arriérés de salaires. Jean-Michel Sama Lukonde a eu une oreille attentive aux réclamations qui lui ont été faites.

Le Premier ministre a reçu en audience, le 13 mars dans son cabinet de travail, le bureau du collectif des députés provinciaux du pays, représentant les vingt-six provinces et les 780 députés provinciaux, venu lui parler des litiges et des arriérés de leurs salaires. Le ministre d'État en charge du Budget et le ministre des Finances ont également pris part à cette réunion. Les députés provinciaux en sont sortis rassurés que leurs salaires de décembre et de janvier sont déjà disponibles à la banque, en attendant l'approvisionnement de leurs comptes respectifs.

Président de ce collectif et élu de la circonscription électorale de Bulungu, dans la province du Kwilu, Blanchard Takatela a exprimé la satisfaction du collectif au sortir de la réunion. «Nous venons d'avoir cette séance de travail pas seulement avec le Premier ministre, mais aussi avec le ministre d'État, ministre du Budget, et le ministre des Finances. C'est pour réclamer, pour la



Le collectif des députés provinciaux en réunion avec le Premier ministre DR

«...Le Premier ministre avait aussi fait son travail en instruisant les ministres sectoriels. Mais de ce côté-là, les choses traînaient. C'est pour quoi, nous sommes venus le voir et n'a pas hésité d'appeler les ministres sectoriels, notamment celui du Budget et celui des Finances pour qu'on en parle et qu'on en finisse avec cette histoire-là. Nous avons rappelé les mois de décembre, de janvier et février qui n'étaient pas payés»

«...Le Premier ministre avait aussi fait son travail en instruisant les ministres sectoriels. Mais de ce côté-là, les choses traînaient. C'est pour quoi, nous sommes venus le voir et n'a pas hésité d'appeler les ministres sectoriels, notamment celui du Budget et celui des Finances pour qu'on en parle et qu'on en finisse avec cette histoire-là. Nous avons rappelé les mois de décembre, de janvier et février qui n'étaient pas payés»

instruisant les ministres sectoriels. Mais de ce côté-là, les choses traînaient. C'est pour quoi, nous sommes venus le voir et n'a pas hésité d'appeler les ministres sectoriels, notamment celui du Budget et celui des Finances pour qu'on en parle et qu'on en finisse avec cette histoire-là. Nous avons rappelé les mois de décembre, de janvier et février qui n'étaient pas payés», a déclaré le président du collectif des députés provinciaux.

Il a dit ne pas douter de la promesse de l'autorité mais attend voir de ses yeux sa concrétisation : «Nous sommes très satisfaits. Mais nous leur avons dit que la grande satisfaction sera quand nous allons toucher. Cependant, c'est une assurance de l'autorité. Nous ne pouvons pas en douter».

Le chef du gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde, amorce ainsi le dénouement de cette situation qui n'a que trop duré, à la grande satisfaction des députés provinciaux.

Martin Engimo

## Programme des obsèques de notre regretté

**Jacques Mabiala**, conseiller du ministre de l'Enseignement technique et professionnel, chargé de missions de développement de l'Enseignement technique et professionnel, et des états généraux de l'Éducation.



**Date : Jeudi 16 mars 2023**

8h00 : levée de corps à la morgue Municipale de Brazzaville  
 9h00 : recueillement au domicile familial ;  
 11h30 : cérémonie officielle au ministère de l'Enseignement technique et professionnel (METP) ;  
 14h00 : départ pour le cimetière du Centre-ville ;  
 15h00 : retour au domicile familial et fin de la cérémonie.

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
 Brazzaville - République du Congo  
 (+ 242) 05 532 01 09  
 info@lesdepechesdebrazzaville.fr



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

+336 11 40 40 56   info@adiac.tv   84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## PROGRAMME DES 145 TERRITOIRES

## Les agences d'exécution dressent un rapport au Premier ministre

Les premiers ouvrages du Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T) vont être livrés dès le mois d'avril, selon les rapports des différentes agences d'exécution remis au Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge.

Le chef du gouvernement a réuni, le 11 mars à Kinshasa, tous les ministres, les agences d'exécution et les experts concernés par la mise en œuvre du PDL-145T. Quelques membres de son cabinet ont été également associés à cette réunion dont l'objectif primordial a été de recevoir les premiers rapports des différentes agences d'exécution sur l'état d'avancement du programme sur le terrain. Il en ressort que les grands travaux ont déjà commencé et les premiers ouvrages pourront être livrés dès avril, notamment les écoles, les centres de santé et les bâtiments administratifs. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, qui a fait le point de cette réunion à la presse.

«Nous venons de finir trois heures de réunion avec le Premier ministre dans le cadre du Comité de pilotage du Programme de développement local des 145 territoires. Comme vous le savez, depuis le 12 janvier 2023, le



Réunion entre le Premier ministre et les agences d'exécution des travaux du Programme de développement local de 145 territoires-DR

président de la République avait pris une ordonnance qui organise le Programme de développement local des 145 territoires. Nous avons eu l'occasion d'avoir les premiers rapports des différentes agences d'exécution. C'est franchement surprenant que vous dites que vous ne voyez rien. Cela veut dire que le volet de la communication n'a pas encore été bien perçu. C'est l'un des points sur lesquels nous

avons discuté aujourd'hui. Les agences ici représentées pourront brièvement vous dire ce qu'elles ont déjà pu faire. Mais les grands travaux ont déjà commencé», a indiqué Patrick Muyaya.

Le directeur général du BCE-Co, Jean Mabi Mulumba, a, en effet, confirmé que les travaux ont été lancés pour la construction de 313 infrastructures, dont 189 écoles et 124 centres de santé dans les 48 territoires de son res-

sort. Des images continuent de circuler montrant ce qui est en train d'être fait. «Nous venons de signer les contrats avec 70 PME pour 731 infrastructures qui vont descendre dans nos territoires pour pouvoir aussi lancer les travaux», a-t-il poursuivi. De son côté, Alain Lungungu Kisoso, coordonnateur national de la Cellule d'exécution des Financements en faveur des États fragiles, a dit avoir fait le point sur l'exécution

physico-financière des activités qui se déroulent dans les sept provinces qui représentent quarante-trois territoires confiés à son agence. Globalement, les travaux ont été lancés sur tous les chantiers. A l'en croire, les premières livraisons pourront intervenir vers le mois de mai et les dernières infrastructures en juillet.

Concernant les voies de déserte agricole dans l'aire CFEF, toutes les études sont achevées. Alain Lungungu Kisoso affirme avoir présenté au Premier ministre le rapport de ces travaux. Il reste l'accord pour lancer le dossier de l'appel d'offres.

le ministre de la Communication et Médias a assuré que l'outil mis sur pied est déjà prêt pour permettre à chaque Congolais lambda, partout où il se trouve, de faire le suivi, à partir de son téléphone, de chaque projet déployé dans chaque territoire et d'avoir chaque détail qu'il veut sur le niveau d'exécution de chaque infrastructure.

Martin Engimo

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Didi Manara répond à Corneille Nangaa

Les nouvelles autorités de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) estiment n'avoir aucune leçon de gestion à recevoir de son ancien président, Corneille Nangaa.

Des tirs croisés entre la Céni et le candidat prononcé à la prochaine présidentielle de décembre 2023 en République démocratique du Congo, Corneille Nangaa, sont fréquents. Le dernier épisode en date a opposé ce dernier au vice-président de la Céni, Didi Manara.

Clairement, la dernière intervention médiatique de Corneille Nangaa n'a pas été saluée par les autorités de la Céni qui estiment n'avoir aucune leçon de gestion à recevoir de celui-ci. Au cours d'une conférence de presse organisée le 14 mars au siège de l'institution, Didi Manara a réagi officiellement aux critiques véhémentes de Corneille Nangaa contre l'actuel bureau. Il est étonnant, a-t-il dit, que Corneille Nangaa, qui a publié les résultats des élections dernières de manière globale, exige aujourd'hui à l'actuel bureau de publier les statistiques d'enrôlement bureau de vote par bureau de vote.

«C'est juste la mauvaise foi de la part de Corneille Nangaa», a-t-il précisé. Didi Manara



Didi Manara

a rappelé que l'ancien président de la Céni a laissé derrière lui l'immeuble de cette institution dans un état de délabrement avancé et plusieurs arriérés de loyer dans les maisons occupées par elle à travers le pays. Lors d'une émission sur une ra-

dio locale, le 11 mars, Corneille Nangaa avait notamment critiqué le mode de désignation des actuels dirigeants de la Céni, la non fiabilité des statistiques des enrôlés et la mauvaise qualité de la carte d'électeur.

Jules Tambwe Itagali

## MIGRATIONS

## Plus de 20 000 clandestins ont rallié les côtes italiennes

Les données du ministère italien de l'Intérieur indiquent que 20 017 migrants irréguliers sont arrivés dans le pays par la Méditerranée entre le 1er janvier et le 13 mars, contre 6 152 au cours de la même période de l'année dernière.

Rien qu'entre le 9 et le 11 mars, 4 566 personnes sont arrivées clandestinement en Italie par les routes migratoires méditerranéennes. Selon le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, l'augmentation du nombre de migrants irréguliers en provenance d'Afrique était en partie due à la stratégie russe de «guerre hybride» mise en œuvre par l'intermédiaire de la société militaire privée russe Wagner dans les pays africains qui soutiennent l'Ukraine.

En raison de l'augmentation des arrivées de migrants, les autorités italiennes, notamment la Première ministre, Giorgia Meloni, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, et le vice-Premier ministre et ministre des Transports et des Infrastructures, Matteo Salvini, ont tenu une réunion par vidéoconférence avec le ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, et celui de la Défense, Crosetto, afin d'évaluer la situation.

Selon un compte rendu du quotidien italien «La Repubblica» sur la réunion, il a été question d'utiliser les outils technologiques appropriés de la marine italienne pour détecter les bateaux transportant des migrants irréguliers dans les zones situées en dehors des eaux territoriales et d'améliorer la coordination au niveau de la surveillance maritime.

Noël Ndong

## THÉÂTRE

## « Plus que large », le discours sans filtre des rondes

Le sans gêne des quatre joyeuses délurées du Collectif XXL s'offrant en spectacle sur les planches du Centre Wallonie-Bruxelles partageant confidences, réflexions ingénues sur leurs déconvenues a beaucoup plu et amusé le public interpellé sur les manières inconvenantes affichées à l'encontre des grandes tailles, le 10 mars dernier.

La représentation du quatuor Francisca Kobange, Antho Sifu, Furaha Ngoya et Déborah Pezit à la grande première de « Plus que large » a fait mouche. La salle attentive aux propos des quatre dames aux formes généreuses a souvent réagi bruyamment. En effet, comment ne pas l'être face aux quatre grandes tailles de 42 à 48 qui se racontent et racontent leur quotidien avec une franchise désarmante ? Elles ont le génie d'explorer presque tous les contours, les contextes autour des rondeurs. Il y a au moins sept cas de figure dans cette pièce où les femmes ont presque tout le temps l'âme en peine. « On m'a traitée de grosse » est la première phrase qui le traduit plutôt bien. Heureusement, pour la mère célibataire de 30 ans, il y a ce fils, comme elle dit, qui est « la joie de ma vie ». Ici, les pleurs de la première se transforment en chant d'allégresse. C'est en chantant que la jeune mère comblée dit le bonheur que lui apporte son fils Imani.

Si le sport aide à garder la forme, dans « Plus que large », c'est bien plus que cela. Un aveu clair est fait à ce sujet : « Il compte énormément, le regard des autres ». Pourtant, c'est la moins forte des quatre qui s'exprime de la sorte. Et, paradoxalement, c'est la plus corpulente, 123 kg, qui affirme : « Je me suis affranchie de tous ces regards-là ». Et donc, « J'ai appris à aimer mon corps, à m'aimer moi-même ». Cette conversation entre adultes dont le ton léger a fait rire est interrompue par une bien grave déclaration qui sonne comme un appel à la rai-

son. « Un enfant de 11 ans reste un enfant, quelles que soient les prééminences de ses formes. Une fille de 12 ans reste un bébé », entend-on. Telle est la rude introduction au récit du viol de Matondo. « Que reste-t-il à une enfant lorsque nous lui ôtons sa plus grande part d'innocence ? », cette question a pour effet de refroidir la salle. Et, à y ajouter ces tristes confidences : « A 20 ans, j'étais déjà mariée », ne détend pas l'atmosphère. Surnommée « La baleine », la jeune épouse est la risée de sa belle-famille mais aussi de son propre époux, la misère ! Le ton de la pièce devenu plus sérieux se veut finalement interpellateur : « Si c'était votre enfant, fille ou femme. Mieux, et si c'était vous ? ». Les « abuseurs d'enfants et violeurs de femmes » sont clairement pointés du doigt.

#### Les femmes n'épargnent pas les femmes

Mise en scène par Wedou Wetungani, « Plus que large » ne dénonce pas que les regards concupiscent des hommes, les attitudes pour le moins vicieuses de « ceux qui se frottent à vous dans les transports ». Les rondes ont aussi « marre des moqueries, railleries des minces » ! Oui, les femmes n'épargnent pas les femmes, hélas ! L'avant-dernier tableau est éloquent, les commérages alimentent une méchante conversation. Deux infirmières critiquant le médecin qui fait



Francisca Kobange et Déborah Pezit en pleine discussion au sport/Adiac

une entrée loin de passer inaperçue. Sa robe moulante rouge et ses hauts talons suscitent une vive antipathie. « Qu'est-ce que les hommes leur trouvent à ces rondes ? », se questionnent-elles allant jusqu'à mettre en doute ses compétences. Mais c'est sur une note joyeuse, festoyant dans une boîte de nuit que se ferme le rideau. Et qui plus est, chacune des XXL y va de sa déclaration pour se décrire en s'assurant.

Pour Ketty Luwenyema « Plus

que large » a vraiment du sens. La manager principale et fondatrice de l'agence événementielle « Rond'elles », ronde de son état, relève une incongruité : « Il y a tout de même un paradoxe dans notre société. Ces femmes aux formes généreuses sont soit adulées, soit rejetées et pas assumées alors que selon les standards africains, la femme ronde est la mieux représentée ».

Partenaire du Collectif XXL à qui elle offre un appui inconditionnel,

elle a confié au « Courrier de Kinshasa » s'être « retrouvée » dans « Plus que large ». Et, si elle est d'avis que « cette pièce a exploité plusieurs contours de la réalité », il y a néanmoins un petit bémol. « Très souvent, c'est l'aspect négatif qui est mis en exergue alors qu'à mon avis, les rondeurs c'est un atout. Je crois que c'est cette considération-là qu'il faudrait le plus mettre en avant », a-t-elle dit, poursuivant : « Nous en avons parlé avec l'équipe. C'est une problématique que nous ne pouvons pas négliger. Dans les prochains tableaux, le sujet sera pris en compte. Il y a de la matière pour aborder la question dans tous les sens ». Par ailleurs, Ketty Luwenyema a souligné que « « Rond'elles » est une agence atypique qui met en avant les femmes rondes. Une approche loin d'être terre-à-terre qui ne viserait que le physique ou l'esthétique. Elle aborde la question des femmes fortes en ratissant plus large, mettant en avant

le travail de la femme ronde et la santé mentale qui n'est pas beaucoup exploitée, à savoir comment la femme ronde se sent-elle dans cette société paradoxale et hypocrite ». Et donc, conclut-elle à propos du Collectif XXL : « Cette troupe mène sur un autre front le combat que moi je mène parallèlement avec l'agence « Rond'elles ». C'est une belle collaboration qui, je le sais, portera des fruits ».

Nioni Masela

## RUMBA DIVAS

## Iyenga en concert à Anvers ce jeudi

Tête d'affiche ce 16 mars à la salle De Roma, la chanteuse Iyenga que l'on tient pour l'héritière de la grande Lucie Eyenga va partager la soirée organisée en collaboration avec l'AfricaMuseum pour célébrer la rumba avec Yemo et Marie Daulne.

Honneur aux dames ! Et pas n'importe lesquelles ! En effet, imaginée par une dame qui n'est pas des moindres, en l'occurrence la cinéaste belgo-congolaise Monique Mbeka Phoba, la soirée Rumba Divas est un événement spécial pour l'expression des voix féminines. Même si la rumba congolaise n'en comporte pas beaucoup depuis toujours, l'on se réjouit néanmoins qu'elles soient de qualité et donc la défendent fort bien. Ainsi, le choix d'Iyenga, cette voix dont paroliers, stars internationales et arrangeurs disent tant de bien, n'est pas laissé au hasard. Celle qui, du reste, s'affiche toujours la tête coiffée à la « congolaise »,

tresses au fil avec les fameuses « antennes », est une digne représentante de la rumba classique dont on ne se lasse pas. Sa musique est concoctée avec soin par le grand arrangeur Zola Tempo qui a réalisé son premier album « Lonkaya ».

Quoique résidente à Kinshasa, Iyenga, ce joyau de Bongandanga, un territoire de la province de l'Équateur, puise aux sources de sa culture natale dont les chants sont inspirés par les randonnées au bord du fleuve. Baignée dans cet univers de peuples pêcheurs dans lequel elle a grandi, elle a maintenu cette fibre musicale qui fait son originalité. Les deux autres chanteuses annoncées à la Ru-

mba Divas sont toutes tenues pour des perles. De Yemo l'on retient qu'elle vogue dans un tout autre univers. Son délire musical à elle, ce sont les mix qu'elle crée à partir des anciens sons de la rumba écoutés avec ses parents et des sonorités urbaines de sa génération. Installée à Londres, Yemo a grandi en Belgique, apprend-on.

De son côté, Marie Daulne, que l'on tient pour une « virtuose de la création vocale », est une habituée de la scène depuis plus de 25 ans maintenant. « Enfant de la rumba », comme on dit, elle a pour ainsi dire exercé « une carrière internationale juste incroyable », nous ren-



Iyenga, tête d'affiche de la soirée Rumba Divas/DR

seigne l'organisation. En outre, il nous revient que Marie Daulne participe à l'événement de De Roma à double titre. La chanteuse est aussi la marraine du projet Rumba Divas qui mettra à l'honneur l'immense richesse de la rumba qui, avec son ins-

cription en décembre 2021 au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco, a gagné en galons. Du reste, déjà très appréciée à travers le monde, il y a longtemps qu'elle a cessé d'appartenir aux Congo seuls.

N.M.

## DISPARITION

# Lokassa ya Mbongo a tiré sa révérence

Virtuose de la guitare rythmique dont il avait commencé à gratter les cordes depuis ses 14 ans, le musicien congolais Lokassa ya Mbongo, né en 1946, immortalisé dans plusieurs chansons des stars congolaises, est décédé le 15 mars aux États-Unis à l'âge de 77 ans.

De la génération de Sam Mangwana, Dizzy Mandjeku, Nyboma, etc., Lokassa Kasia Denis, alias Lokassa ya Mbongo, n'a pas toujours joui de la même notoriété qu'eux. Dans le milieu de la musique assurément et des mélomanes avertis de l'époque, il l'était écouté. Mais aujourd'hui, son nom est plutôt connu pour une autre raison. Nombre de ses pairs l'ont souvent cité dans leurs chansons sous le pseudo « Lokassa ya mbongo, ya dollar ». Et donc, pour plusieurs de la génération actuelle, il est assimilé à un mécène alors que son mérite, bien grand, est tout autre. Son apport est indéniable dans un bon nombre de titres congolais dont des tubes à l'instar de « Kaful Mayay » de feu Tabu Ley. Un autre grand guitariste et surtout chanteur célèbre, Jean Goubald, en apprenant la disparition de son aîné, a dit sur un ton admiratif : « *Je l'ai connu de loin, mais c'est un des virtuoses de la guitare congolaise* ». Dommage que la musique congolaise pêche si souvent en mettant plus en avant ses chanteurs que leur base arrière, pour la plupart des musiciens talentueux. Les stars, ce sont les chanteurs qui finissent par prendre toute la place jusqu'à faire ombre aux instrumentistes



Lokassa ya Mbongo/DR

qui exercent leur talent au même titre qu'eux, avec leur voix portée par le micro. Ainsi, Lokassa ya Mbongo qui a marqué de son doigté la rumba congolaise est presque méconnu à ce jour. Pourtant, il est à classer parmi les pionniers à exceller avec la guitare rythmique. Les jeunes mélomanes doivent retentir qu'il est de la trempe de ceux qui ont contribué au renom de la rumba. Ce, à l'instar de ses pairs Charles Déchaud Mwamba, Casimir Mutshipule alias Casino, Pierre

Monongi Mpia alias Porthos, Bopol Mansiamina, Léon Bombolo alias Bohlen, Lutumba Simaro, Vata Mombasa, Lele Nsudi qui, pour la plupart, se sont révélés comme lui des auteurs-compositeurs doués. Bien jeune encore, Lokassa ya Mbongo se lance dans la musique au milieu des années 1960. Il entame sa carrière au côté du soliste Guvano Mwana Vangu dans l'orchestre Diamant bleu. Son passage dans l'African Fiesta National en 1968 a forgé son talent

pendant les dix ans qu'il y a fait. Il nous revient qu'en compagnie de Jean-Pierre Attel Mbumba en solo, Futu Augustine (Faugus Izeidi), le grand mi-solo et Joseph Mwena à la contrebasse, l'orchestre avait un formidable quartet de guitares.

## African All Stars et Soukous Stars

Quand au début et au milieu des années 1970 Lokassa ya Mbongo s'associe à Michelino, il en sort une série de titres appréciés dont le plus notable demeure le tube « Kaful Mayay » en 1973. Cinq ans plus tard, il a quitté Tabu Ley et l'Afrisa International et s'ouvre à de nouvelles perspectives. Avec Ringo Moya, ils se joignent à Sam Mangwana dans une aventure musicale en Côte d'Ivoire dans African All Stars. Le chanteur interprète avec succès les compositions de Lokassa mais le projet fait long feu malgré les albums « Assitou » (1981) et « Bonne année » (1982). Notre guitariste rythmique chevronné s'établit à Paris en 1984. Cette nouvelle décennie où le Soukous s'impose dans la musique congolaise et africaine lui réussit plutôt bien. Il s'illustre, avec le soliste Dally Kimoko et le bassiste Ngouma Lokito, tels les incontournables de la nouvelle tendance

musicale qui tient en haleine les mélomanes. Par ailleurs, Lokassa en profite et sort l'album « Adiza » (1985). Lancé par la magie du Soukous, Lokassa ya Mbongo fait véritablement ses preuves et vole allègrement, porté par les ailes de son talent entre Paris et l'Afrique de l'Ouest. En requin de studio expérimenté, bien lui prend alors d'enchaîner de belles collaborations avec des grands noms de la rumba congolaise à l'instar d'Abeti, le duo Pepe Kalle et Nyboma ainsi que Kanda Bongo Man mais aussi d'autres stars africaines. En 1989 naît un nouveau groupe, les Soukous Stars et Lokassa se trouve réunit avec Ballou Canta, le guitariste Dally Kimoko et les chanteurs Lukombo Shimita, les Yondo Sisters et Neil Zitany. Effacé des radars congolais, il explore de nouveaux horizons et sort « Lokassa ya Mbongo » en 2011. Et, c'est en Colombie où la rumba congolaise est bien prisée qu'il fait une tournée remarquable en 2016. Voilà donc un autre ambassadeur de la rumba qui vient de s'éteindre à 77 ans, après avoir entraîné plusieurs mélomanes du monde à s'éprendre passionnément de la musique qui avait créé son bonheur.

Nioni Masela

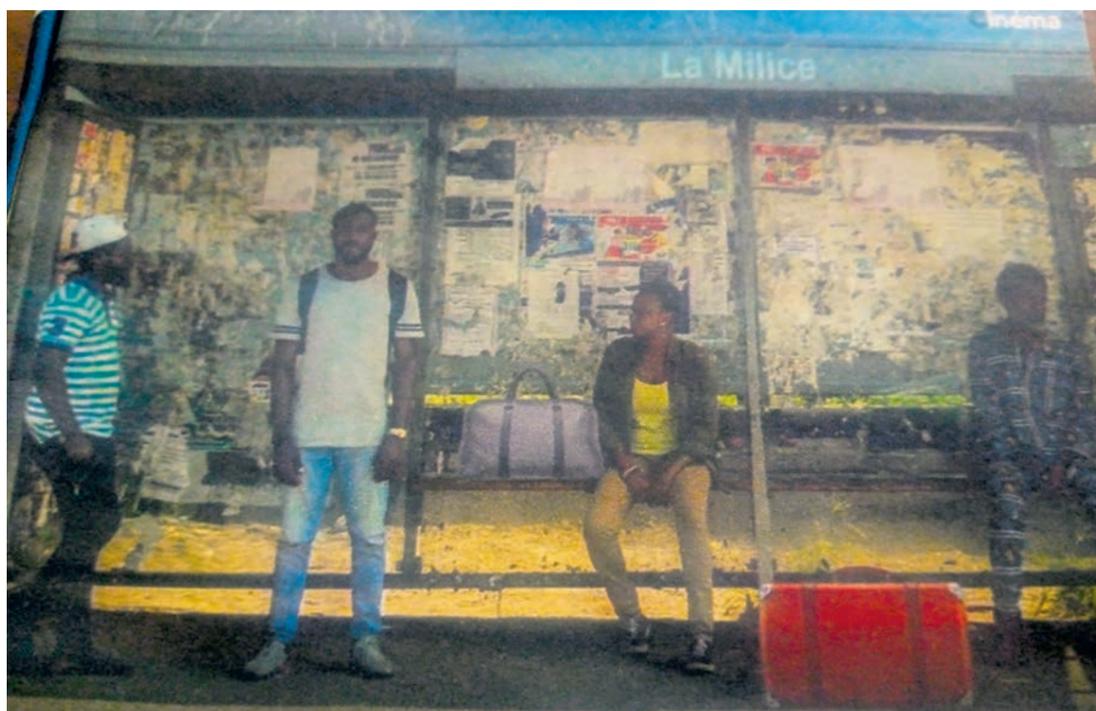
## CINÉMA

## Un échange à l'IFC autour du film « Attente »

L'avant-première du film congolais « Attente » sera projetée le 17 mars dans la salle Savorgnan de l'Institut français du Congo (IFC), suivie d'un échange avec l'équipe du film. Ce long métrage montre la condition dans laquelle on se retrouve lorsqu'on attend quelque chose.

Sandra, une Congolaise de la trentaine, se retrouve seule suite au départ précipité de son fiancé en France et fait le vœu de l'attendre contre vents et marées. « *Promets moi de m'attendre, je reviendrai* », lui dit son fiancé. Ses parents et son entourage, tous contre son choix, lui obligent de se marier à quelqu'un d'autre. « *En trois ans, tu as repoussé quatre hommes. Soit tu te maries, soit tu libères ma maison !* », lui dit son père très en colère. « *Vous ne pouvez pas m'obliger à épouser un homme que je n'aime pas, pire encore, je ne le connais même pas* », répond-elle.

Pour se libérer de la pression parentale, Sandra quitte le lieu familial et trouve une maison dans une banlieue, exposée à la pauvreté, à la violence et d'autres surprises des quartiers défavorisés. Elle fait la rencontre de Ben, Rufin et un grand père



Un acte du film « Attente » de Divana Cate Radiamick/DR

**« Vous ne pouvez pas m'obliger à épouser un homme que je n'aime pas, pire encore, je ne le connais même pas »**

que chacun d'eux attend comme elle quelque chose ou quelqu'un. Sandra se voit embarquée dans un conflit

ambigu sans issue. L'auteure raconte dans ce film ce que l'on ressent lorsqu'on se retrouve dans la

condition d'attente. D'ailleurs, elle-même se reconnaît dans ce film qui est en quelque sorte une histoire

personnelle. Dans « Attente », elle souligne quatre différents personnages qui attendent quatre choses différemment. La vie est une éternelle attente ou chacun attend quelque chose qui peut ou ne pas avoir une suite favorable.

Produit avec les moyens de bord, le tournage du film « Attente » a commencé en 2017. Sa réalisation a duré pratiquement trois ans. L'accent est mis sur la condition d'attente quelle que soit sa forme. Sa sortie a eu lieu en 2020 dans la salle de Canal Olympia. Il a remporté en 2022 le prix de la meilleure photo au festival Congofilmz, à Kinshasa.

La réalisatrice invite le public à venir nombreux participer à un échange autour de ce film. Divana Cate Radiamick est une réalisatrice congolaise, photographe, vidéaste, décoratrice d'intérieur et autres infographes. L'entrée à ce débat est libre.

Rosalie Bindika

## FOOTBALL

## Des Congolais buteurs en clubs avant le match RDC contre Mauritanie

Les Léopards de la République démocratique du Congo seront en double confrontation, le 24 mars, au stade TP Mazembe de Lubumbashi, et le 28 mars; au stade de la Capitale à Nouakchott, contre les Mourabitounes de la Mauritanie. Deux rencontres des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Côte d'Ivoire. A quelques jours de ces deux rencontres, les internationaux congolais retenus sur la liste du sélectionneur Sébastien Desabre affichent une forme étincelante.

Le défenseur central Chancel Mbemba a été buteur le week-end dernier lors du match nul de deux buts partout entre son club Olympique de Marseille et Strasbourg. Le Congolais a ouvert la 49<sup>e</sup> minute. Le club de cannebière est deuxième de la L1 française avec 56 points à la

Wydad l'a emporté par deux buts à zéro, et occupe la première place du groupe A avec 9 points, devant la Jeunesse sportive de Kabylie, Petro Atletico de Luanda et l'AS V.Club de Kinshasa. Et Arsène Zola s'est imposé dans l'axe de la défense du club de Casablanca

buts à un, avant d'être remplacé à la 72<sup>e</sup> minute. Après 22 sorties avec l'Olympiakos, Cédric Bakambu compte 13 buts, étant pratiquement le meilleur buteur de la saison régulière en D1 grecque. Le latéral gauche Arthur Masuaku a été buteur en Turquie, lors de la victoire



Chancel Mbemba



Cédric Bakambu



Silas Katomba

27<sup>e</sup> journée. L'autre défenseur central international buteur le week-end, c'est Arsène Zola. L'ancien joueur du Tout-Puissant Mazembe a marqué le premier but lors de la victoire de Wydad Athletic Club de Casablanca face à Petro Atletico à domicile à Luanda en Angola, en quatrième journée de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique.

au point d'attirer l'attention du sélectionneur Sébastien Desabre. Parti de Marseille, Cédric Bakambu fait le bonheur de l'Olympiakos de Pirée en D1 Grèce. Il a été buteur le dimanche 12 mars lors de la victoire de son club sur la pelouse de l'AEK Athènes. Le Congolais a inscrit le deuxième but de son équipe vainqueur par trois

de Besiktas face à Basaksehir par deux buts à zéro. L'ancien joueur de West Ham a marqué le deuxième but à la 55<sup>e</sup> minute. Son compatriote Jackson Muleka est resté sur le banc, en rude concurrence depuis l'arrivée du Camerounais Vincent Aboubakar, premier buteur lors de ce match. Besiktas est actuellement troisième du championnat avec 46 points à

la 24<sup>e</sup> journée, derrière Galatasaray le leader (60 points) et Fenerbahce (51 points). Entré en jeu à la 65<sup>e</sup> minute, l'ailier Silas Katomba a été marqué pour Stuttgart qui était mené par l'Eintracht Francfort.

D1 Suisse. Young Boys a remporté la partie par quatre buts à zéro. Le Congolais et les siens sont premiers au championnat suisse, avec 51 points à la 24<sup>e</sup> journée.

Outre les joueurs retenus au sein de la sélection, d'autres Congolais se sont illustrés au cours du week-end en clubs, comme Landry Dimata, auteur d'un doublé lors du nul de deux buts partout entre son club, Nec Nimègue, et Utrecht, en D1 Pays-Bas. Non retenu par Desabre, Jonathan Bolingi a été l'artisan de la victoire Buriyam Utd sur le terrain de Nong Bua Lamphu (zéro but à un) à la 25<sup>e</sup> journée du championnat de Thaïlande. Ce but marqué à la 23<sup>e</sup> minute est son septième de la saison. Signalons aussi le triplé de l'attaquant Jean Baleke Othos lors de la victoire de Simba SC sur Mtibwa (trois buts à zéro), au championnat de la Tanzanie élu du reste homme du match. L'on rappelle aussi le but de neo-international Gaëtan Loamba Laura avec Samsunspor en D2 turque. Il compte déjà 11 buts depuis le début de la saison.

**Martin Enyimo**

## Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 27<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division Aurel Loubongou-Mbougou n'était pas dans le groupe de Rot Weiss-Essen, qui concède le nul 1-1 face à Osnabrück (1-1). Le promu est 14<sup>e</sup> avec 9 points d'avance sur la zone rouge. Angleterre, 28<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division William Hondermarck était titulaire lors du succès de Northampton face à Mansfield (1-0). Northampton est 4<sup>e</sup> à un point du podium. Espagne, 31<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division Santander est tenu en échec par Huesca (1-1). Titulaire face à son ancien club, Jordi Mboula a été remplacé à la 90<sup>e</sup>. Le Racing est 16<sup>e</sup> avec 7 points d'avance sur la zone rouge. France, 27<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division Le Havre prend un point à Metz (1-1) et se rapproche, irrémé-



William Hondermarck et Northampton sont au pied du podium (DR)

diablement, d'un retour en Ligue 1 avec 11 points d'avance sur le troisième.

Entré à la 80<sup>e</sup>, Nolan Mbemba a été averti à la 87<sup>e</sup>.

France, 24<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division Bastia-Borgo s'incline à Versailles (0-1). Sans Jason Ngouabi, remplaçant, ni Alan Dzabana, absent. Israël, 26<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division Le Maccabi Haifa s'impose 1-0 sur le terrain de l'Hapoel Tel Aviv. Remplaçant, Mavis Tchibota est entré à la 90<sup>e</sup>+1.

Russie, demi-finale aller de la Coupe Le FK Ural prend une option en rapportant le match nul 1-1 de son déplacement chez le Spartak Moscou. Sans Emmerson Illoy-Ayyet, resté sur le banc. Match retour, à Ekaterinbourg, le 4 avril.

**Camille Delourme**

## ELIMINATOIRES CAN CÔTE D'IVOIRE 2023

# Vingt-cinq Diabes rouges convoqués pour la double confrontation contre le Sud Soudan

Paul Put, le sélectionneur national, a retenu vingt-cinq joueurs pour préparer la double confrontation contre le sud Soudan comptant pour les troisième et quatrième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023 décalée en janvier 2024 en Côte d'Ivoire.

Le premier match se disputera le 23 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville et le second le 27 mars sur un terrain neutre. La pression est sur les épaules des joueurs congolais qui doivent à tout prix remporter ces deux prochains matches pour consolider leur deuxième place et maximiser leurs chances de retrouver la phase finale de la CAN à laquelle ils n'ont plus participé depuis plus de huit longues années.

Le Congo qui reste sur une défaite concédée à Bamako et une victoire contre la Gambie lors des deux dernières journées doit soigner ses statistiques des doubles confrontations des troisième et quatrième journées. C'est à ce moment de la compétition que les Diabes rouges ont souvent raté leur qualification. Les Congolais n'ont pas ou participé à la CAN 2021 au Cameroun à cause du nul concédé à Eswatini. La CAN de l'Egypte 2019 leur avait également tourné le dos après la défaite concédée au Liberia. La clé de la qualification passera sans nul doute par le Sud Soudan avant d'affronter à domicile le Mali avec un avantage psychologique conséquent. Pour cette double confrontation Paul Put a apporté quelques nouveautés en convoquant pour la première fois les jeunes Deo



Les Diabes rouges du Congo/Adiac

Gracias Bassinga. Le joueur des Diabes noirs a ébloui les observateurs lors de la CAN U-20 au cours de laquelle il a terminé co-meilleur buteur avec quatre buts notamment un triplé face à la Tunisie en quart de finale. Il est l'un des trois joueurs locaux avec le gardien Pavhel Ndzila et le défenseur Saikou Djigo.

Le sélectionneur national a fait appel à l'attaquant de Parme Gabriel Charpentier pour fêter sa première sélection avec les

Diabes rouges. En défense, le retour de Fernand Mayembo apportera de la sérénité au secteur qui a manqué de rigueur à Bamako lors de la lourde défaite 0-4 face aux Aigles du Mali comptant pour la première journée.

#### La liste des Diabes rouges sélectionnés

**Gardiens :** Christoffer Mafoumbi (FC Differdange 03/ Luxembourg), Pavhel Ndzila (AS Otohô/ Congo) Prince Koubas-

sanath (KF Vushtrria /Kosovo)

**Défenseurs :** Nolan Mbemba (Le Havre AC /France), Saikou Djigo (AC Léopards de Dolisie/ Congo) Bryan Passi ( Charmois Niortais FC/ France), Fernand Mayembo (AC Ajaccio/France), Ryan Bidounga (CSKA 1948/ Bulgarie), Messie Biatoumoussoka (Botev Vratsa/ Bulgarie), Bradley Mazikou (Aris Salonique/ Grèce), Poaty Morgan (RFC Seraing/ Belgique)

**Milieu du terrain :** Harvy Ossété (Fc Saint Eloi Lupopo/ RDC), Durel Avounou ( Umraniyesport/ Turquie), Fred Dembi (Red star FC / France), Gaius Makouta (Boavista Porto FC/ Portugal), Antoine Makoumbou (Cagliari / Italie), Chandrel Massanga (FK Partizani Tirana/ Albanie)

**Attaquants :** Prestige Mboundou (Ajman club/ Emirats arabes Unies), Mons Bassouamina (Pau Fc/ France), Bevic Moussiti Oko (Ankaragugu/ Turquie), Guy Mbenza (Al-Tai SC / Arabie Saoudite), Thievy Bifouma (Ofi Crète/ Grèce), DeoGracias Bassinga (Diabes noirs/ Congo) Yann Mabella (Royal Excelsior Virton/ Belgique) et Gabriel Charpentier ( Parme/ Italie).

James Golden Eloué

## ANNONCE LÉGALE

1-je soussigné, Anfoula Martin Patrick, greffier en chef, atteste avoir reçu la demande de : dissolution,

2-concernant: CONGO TRADING

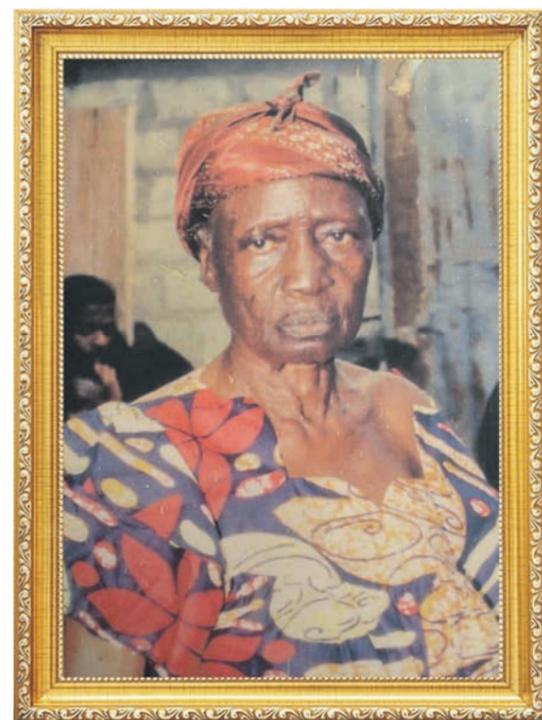
3-Numéro d'immatriculation : CG-PNR-01-2020-B 12-00238

4-Numéro de la formalité au registre d'arrivé : CG-PNR-01-2023-M-01829.

En conséquence, la dissolution de la société CONGO TRADING SARL entraine de plein droit sa mise en liquidation pour une période d'un mois.

## IN MEMORIAM

19 mars 2014 - 19 mars 2023



Voici neuf ans déjà que notre mère, tante, grande-mère et arrière grand-mère Ekondza Hélène « mère Eko» a été rappelée à Dieu.

En cette date de triste anniversaire la famille Ossélé invite toutes celles et tous ceux qui ont connu « Mère Eko» d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Et informe les parents, amis et connaissances que des messes d'action de grâce seront dites du vendredi 17 au dimanche 19 mars 2023 à 6h 15 en l'église Notre-Dame-des-Victoires (Sainte-Marie de Ouenzé)

## INTÉGRATION RÉGIONALE

# La Cémac tient un sommet d'évaluation à Yaoundé

Les chefs d'Etat des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) (1) se réunissent, le 17 mars à Yaoundé, au Cameroun, pour faire le point des étapes franchies sur le chemin de l'intégration régionale et appuyer sur l'accélérateur des réformes, l'un des maillons faibles de cette organisation.

Sans tambour ni trompette, l'Afrique des Six avance à son rythme et préconise, à l'horizon 2025, de faire de la Cémac « *un espace économique intégré et émergent, où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance, au service du développement humain* ». Au-delà de son aspect déclamatoire, cette vision commune des dirigeants de la sous-région s'appuie sur une volonté d'intégration soutenue par le programme des réformes économiques et financières (Préf-Cémac) initié en 2016.

L'ordre du jour (en projet) de la 15e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat qu'abrite la capitale camerounaise prévoit deux communications. La première sur l'état d'avancement de la deuxième génération de ce programme, et la seconde sur le dossier de rationalisation des communautés économiques régionales d'Afrique centrale. Si cette dernière, délivrée par l'hôte du sommet, le président Paul Biya, portera assurément sur le projet de fusion de la Cémac et de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale), la première communication émanera du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui, en sa qualité de président dédié du Préf-Cémac, exposera, entre autres, sur l'état d'avance-



Ports, une infrastructure d'intégration à consolider pour la zone Cémac/DR

ment de la deuxième génération du programme.

## Première génération

Dès sa mise en place en 2016, dans un contexte de crise consécutif à la chute des prix des matières premières, particulièrement des hydrocarbures, le Préf-Cémac, doté d'un comité de pilotage (Copil), s'est engagé, à partir de 2017 jusqu'à 2021, à la stabilisation du cadre macro-économique et à la transformation structurelle des économies de la sous-région. Dans ce cadre, les négociations entamées par les

Etats membres avec le Fonds monétaire international ont abouti à la signature d'accords jugés concluants.

Dans cette optique, la fusion des marchés financiers de la sous-région a été réalisée, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), réformée, joue désormais le rôle attendu d'elle qui est de financer le développement régional. Des actions à l'échelle de la sous-région ont aussi été coordonnées pour répondre aux urgences liées à la pandémie de covid-19.

Pour relever le défi des impor-

tations qui grèvent le portefeuille des Etats, le Préf-Cémac a adopté une stratégie dite d'import-substitution des produits désignés « produits du cru de la Cémac » listés comme faisant partie du package des produits les plus consommés : le poisson, le riz-blé, le manioc, la viande bovine et les hydrocarbures. L'objectif étant de donner aux Etats les moyens d'encourager leur production locale pour le bien de la population.

L'un des succès de cette première phase de l'exécution de ce programme est la mobilisation de 3,8 milliards d'euros lors de la table ronde tenue à Paris, en 2020, destinée au financement des projets intégrateurs de la Cémac. Il faut noter que le Préf-Cémac est sous-tendu par cinq piliers ayant pour base les politiques budgétaires, la politique monétaire et le système financier, les réformes structurelles, l'intégration régionale et la coopération internationale.

## Deuxième génération

D'après les données de la Cémac, sur ces cinq piliers, les contreperformances sont importantes sur les réformes structurelles. Alors, en effet, que des efforts sont perceptibles en matière de politiques budgétaires au niveau des Etats individuellement et collectivement pris, que la politique monétaire et le système financier se stabilisent et se consolident, que la coopération internationale est plutôt sur une pente globalement ascendante, la question des réformes se pose encore avec acuité. Les experts notent qu'elles ne sont réalisées à ce jour qu'à hauteur de 37,9%. L'accélération des réformes au sein de la sous-région devra permettre à terme de diversifier les économies portées essentiellement par la production pétrolière ; dynamiser le secteur privé ; améliorer le climat des affaires ; apporter de nouveaux financements ou des financements

alternatifs au profit des secteurs publics et privés.

Si un accent est mis sur les réformes, les quatre autres « piliers » sont aussi concernés par la réalisation de performances pour assurer la réussite du Préf-Cémac. Il est certain que dans sa communication, le président Denis Sassou N'Guesso, après avoir dressé le bilan du chemin parcouru, fixera ses pairs sur les défis de la deuxième génération du programme allant de 2021 à 2025 et au-delà d'autant plus que s'agissant des projets intégrateurs, la Cémac table sur la période 2023-2028.

## Autres attentes

A Yaoundé, les chefs d'Etat suivront aussi le rapport du gouverneur de la Banque centrale. Ils évoqueront les retombées de la guerre en Ukraine sur les économies de la sous-région en se prononçant pour une approche qui puisse permettre aux Etats de résister à des chocs inattendus. La question de la Crypto monnaie et son impact sur les économies est également à l'ordre du jour du sommet après que l'un des membres de l'organisation en a adopté l'utilisation.

Les chefs d'Etat discuteront du principe de rotation pour l'ensemble des institutions de la Cémac. Bangui pourra à nouveau accueillir la Commission et l'Ecole inter-Etats des douanes, et, autre question importante, des nominations seront prononcées à la tête de différentes instances. Sont attendus aussi les rapports du président de la Commission de la Cémac, du président de la BDEAC et du secrétaire général de la Commission bancaire.

## Quid du franc CFA ?

La question de la réforme du franc CFA de la zone Cémac ne semble pas figurer à l'ordre du jour du sommet de la capitale camerounaise. Déjà en 2016, pour toute préconisation liée à la monnaie qu'ils ont en partage, il n'était envisagé par les chefs d'Etat que des « efforts d'ajustement sur les plans intérieur et extérieur assortis de réformes structurelles adéquates ». Sept ans après, l'eau a peut-être coulé sous le pont et dans la dynamique du mouvement déclenché en Afrique de l'Ouest sur le franc de la zone Uémoa « attirée » par l'Eco, d'aucuns voyaient la Cémac réformer en profondeur sa monnaie. MAC, pour « Monnaie de l'Afrique centrale », voilà le nom, parmi tant d'autres, qui a circulé dans certaines officines. Peut-être pour rien ? Attendons de voir.

Gankama N'Siah

(1). Pays de la Cémac: Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad.

### Les 12 projets intégrateurs prioritaires sélectionnés dans le cadre du deuxième programme des projets intégrateurs prioritaires de la Cémac pour la période 2023-2028 sont :

#### Axe 1 : Développement des infrastructures de transport pour faciliter l'intégration physique et la libre circulation des biens et des personnes

- 1-Aménagement du corridor Pointe-Noire-Brazzaville-Bangui-N'Djaména-Phase2-Corridor 13 (quatre sections : Pokola-Gouga-frontière centrafricaine ; Bossembele-Baoro ; Mbaikoro-Bendja-Bekoninga ; Mbaiki-Boda-yaloke) (Centrafrique/Congo/Tchad) ;
- 2-Aménagement et bitumage de la route Kelo-Pala-Léré-Frontière Cameroun (phase 2) (Tchad-Cameroun) ;
- 3-Aménagement et bitumage de la route Kougouleu-Medouneu-Frontière Guinée équatoriale sur un linéaire de 168km (Gabon-Guinée équatoriale) ;
- 4-Construction des tronçons manquants de la route Ndende-Dolisie du Corridor Libreville-Brazzaville (dernière phase) ;
- 5-Construction du prolongement du chemin de fer entre Ngaoundéré (Cameroun) et N'Djaména (Tchad) ;
- 6-Construction des voies d'accès routier au pont Route-Rail Brazzaville-Kinshasa sur le fleuve Congo (Congo/RDC) ;
- 7-Aménagements fluviaux et portuaires de la navigation sur le fleuve Congo et ses affluents (CD 13).

#### Axe 2 : Renforcement de la production de l'énergie

- Connexion électrique entre Grand Poubara et Imboulou (580km) (Gabon-Congo) ;
- Interconnexion électrique entre le Cameroun (Bertoua) et la Centrafrique (Boali) ;

#### Axe 3 : Promotion du marché commun unique pour renforcer l'intégration commerciale

- Construction d'un port sec à Ebibeyin dans la zone des trois frontières (Cameroun-Guinée équatoriale-Gabon)
- Construction du port sec de Ngueli (Tchad-Cameroun) ;

#### Axe 4 : Diversification économique

Appui au développement intégré de la filière bois dans le bassin du Congo (Cameroun-Centrafrique-Congo-Gabon-Guinée équatoriale).